



HAL
open science

Les alliances des Kurdes de Syrie : un jeu de dupe ?

Aimad Hesso, Cyril Roussel

► **To cite this version:**

Aimad Hesso, Cyril Roussel. Les alliances des Kurdes de Syrie : un jeu de dupe ? . Moyen-Orient, 2017. <halshs-03539540>

HAL Id: halshs-03539540

<https://shs.hal.science/halshs-03539540v1>

Submitted on 21 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Aimad Hesso et Cyril Roussel

Respectivement doctorant en géographie à l'université Paris-Sorbonne (ses travaux portent sur le projet politique du Kurdistan de Syrie) et chercheur au CNRS (Migrinter, université de Poitiers)

Les alliances des Kurdes de Syrie : un jeu de dupe ?

Depuis que l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) menace les intérêts économiques occidentaux (comme au Kurdistan irakien) et la sécurité de nombreux pays en Europe et au Moyen-Orient, une large coalition militaire s'est constituée contre lui à l'été 2014. Créée autour de la force militaire aérienne américaine, cette alliance manque, pour être efficace, de relais sur le terrain. Laïques et anti-islamistes, les Kurdes de Syrie apparaissent comme les alliés idéaux pour mener au sol l'offensive contre l'EI avec le soutien aérien de la coalition, surtout depuis l'échec de la constitution d'une armée syrienne libre « modérée » sous tutelle des États-Unis (depuis la Jordanie et la Turquie).

À sa frontière avec la Syrie, la Turquie joue un rôle ambigu qui oscille entre soutien aux groupes armés les plus radicaux (Jabhat Fatah al-Sham et Ahrar el-Sham), large complaisance – jusqu'en 2015 – envers les combattants de l'EI et engagement contraint et timide dans la coalition occidentale. Pour Ankara, l'urgence sécuritaire semble plus focalisée autour de la question kurde que sur celle de l'éradication des groupes djihadistes. Cette position crée une situation particulièrement préoccupante : la Turquie, qui considère les Kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) comme son ennemi numéro un, n'est pas, pour la coalition occidentale, un allié fiable dans la lutte contre l'EI. À l'inverse, dignes de confiance aux yeux de Washington, les Kurdes de Syrie demeurent, depuis la bataille de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), des alliés fidèles si bien que le président Barack Obama (janvier 2009-janvier 2017) a demandé au Congrès la possibilité d'armer directement les milices kurdes en prévision de la bataille de Raqqa après celle de Mossoul (Irak) (1).

En outre, les Kurdes de Syrie sont accusés par la plupart des courants de l'opposition syrienne d'être les alliés de Damas. Plus préoccupés par la construction de leur projet politico-territorial de Rojava (« Kurdistan occidental ») que par la chute du régime de Bachar al-Assad, les sponsors régionaux de l'opposition syrienne (Turquie et monarchies du Golfe) les accusent d'affaiblir la rébellion. Cette vision simpliste, que cherchent à impulser Ankara et Doha, semble être destinée à minimiser la fragmentation – pourtant bien réelle – de l'opposition. Pourtant, il ne fait aucun doute que les Kurdes et Damas partagent des intérêts communs. Quel compromis s'est-il mis en place entre ces deux acteurs du conflit syrien ?

Enfin, l'intervention de la Russie, engagée en septembre 2015, a redistribué les cartes sur le terrain (2). En soutien direct de l'armée régulière syrienne, Moscou a les moyens militaires d'affaiblir la composante radicale de l'opposition et de remettre Damas à flot. Surtout, les Russes possèdent l'influence nécessaire pour discuter avec les Américains de l'élaboration d'un compromis entre les grandes tendances de l'opposition et le régime, qui pourrait ressembler à une ébauche de processus de paix ; ce processus a débuté à Genève en février 2016 même s'il n'a pas débouché sur une entente entre tous les acteurs et les parrains du conflit. Le retour des Russes dans le jeu syrien a permis au multilatéralisme de refaire surface, mais aussi de recomposer les alliances. Moscou semble également intéressé à jouer l'option kurde sur le volet stratégique et diplomatique. L'allié kurde aura été, à un moment ou à un

autre du conflit, le jouet entre les mains de la plupart des acteurs (Damas, l'Iran, les États-Unis, la Russie).

Mais si les puissances étrangères cherchent auprès des Kurdes une alliance militaire contre les combattants radicaux, les Kurdes de Syrie, de leur côté, profitent de la désagrégation du pays pour mettre en place un projet politico-territorial sur un espace qui correspondrait dans l'idéal à une bande qui irait du fleuve Tigre, à la frontière irakienne, à la province turque du Hatay. Conscients qu'ils peuvent être utilisés sans rien recevoir en échange, les Kurdes de Syrie, cherchent à incarner une sorte de troisième voix (ni régime ni opposition islamiste) et pensent, par leurs victoires militaires pouvoir capitaliser pour tenter d'être présents à la table des négociations et, pourquoi pas, obtenir des concessions politiques quant à leur projet de fédéralisme. Seuls les États-Unis ou la Russie auront la capacité de leur offrir.

Les Kurdes ne font plus le jeu de Damas

Les partis politiques kurdes, contrairement aux mouvements de la société civile, sont restés très prudents à l'égard du mouvement de contestation qui a commencé le 15 mars 2011, car leur stratégie n'était pas la chute pure et simple du régime baasiste mais la mise en place d'une administration autonome qui reconnaîtrait leurs droits. Pour le Conseil national kurde syrien (CNKS), qui fait à l'époque le pari de la chute rapide du régime, l'autonomie passe par des négociations avec la rébellion. Le Parti de l'union démocratique (branche locale du PKK, PYD), plus réaliste, ne croit pas en une alliance avec une opposition composée de nationalistes arabes et d'islamistes qui risquerait de rester intransigeante et sourde à ses demandes le moment venu. Ils savent qu'ils n'obtiendront rien sur ce plan si le régime venait à tomber subitement.

De son côté, Damas comprend que la carte kurde peut s'avérer payante : l'une de ses premières mesures fut d'accorder la nationalité syrienne à 300 000 Kurdes privés de leurs droits depuis quarante ans et d'autoriser le chef du PYD, Mohammed Saleh Mouslim, à rentrer d'exil. En 2011 et 2012, des centaines de prisonniers politiques du PYD ont été libérés de prison et un millier de combattants du PKK, retranchés dans le nord de l'Irak, ont trouvé refuge côté syrien, faisant craindre à la Turquie la formation d'un sanctuaire à sa frontière sud. Car devant la dégradation de la situation en Syrie et la position de la Turquie, qui prit rapidement fait et cause pour la rébellion, le régime de Damas décida de fragmenter la contestation en s'appuyant sur les appartenances communautaires de la société. Le pouvoir chercha à s'appuyer sur les minorités hostiles aux forces islamistes (kurdes, druzes et chrétiennes) pour se maintenir.

Incapable de faire face à l'ampleur du soulèvement, Damas dut effectuer des compromis, quitte à négocier des retraits militaires. Le régime, désireux de se désengager militairement des zones kurdes afin de se concentrer sur les secteurs rebelles arabes, trouva, en la présence du PYD, un appui de circonstance. Le PYD, traditionnellement influent à Afryn et à Kobané, pris le contrôle militairement début 2012, avec l'aval de Damas, de la poche d'Afryn. Avec le retrait de l'armée des villes kurdes, comme Kobané, Derek, Derbasiyeh et Amuda, et la création de forces armées kurdes –Unités de défense du peuple (YPG) –, toute une portion du Kurdistan syrien passa (entre le 19 et le 22 juillet) sous son contrôle. Pour Damas, les contreparties du retour du PKK en Syrie sont avantageuses : déplacement de ses troupes vers des secteurs stratégiques du territoire syrien pour faire face à la révolte ; défense de la frontière contre la Turquie ; affaiblissement du mouvement de rébellion et communautarisation du conflit.

Le signe majeur des mutations géostratégiques qui s'opèrent à cette période peut se lire à travers les bonnes relations soudaines du PKK avec l'Iran (3), qui se sont améliorées à l'été 2012 suite au cessez-le-feu avec le Parti pour une vie libre au Kurdistan (branche iranienne du PKK, PJAK). Ce rapprochement stratégique plaça le PYD sur la même ligne que Téhéran et

Damas. La convergence d'intérêts de ces acteurs, qui apparaît comme circonstancielle, se réalise autour de la perception commune de la menace turque. D'ailleurs, l'entente entre le PYD et Damas n'est pas une alliance, mais ressemble plutôt à une sorte de pacte de non-agression, un arrangement, ces deux acteurs partageant des intérêts communs. A cette période, le PYD n'avait pas le choix de ses alliances : un rapprochement avec l'opposition syrienne demeurait risqué car il aurait exposé les zones kurdes à une offensive de l'armée syrienne.

De son côté, poursuivant son dessein, le PYD a cherché à développer ses propres structures politico-militaires au service de son projet révolutionnaire et autonomiste, début d'un processus qui l'éloigne inexorablement de Damas même si les Kurdes sont encore tributaires de Damas financièrement et économiquement. Le PYD agit bien en tant qu'acteur autonome, contrairement à ce qu'affirment ses détracteurs de l'opposition syrienne. D'ailleurs, quelques années plus tard, forts de leur double soutien militaire (États-Unis et Russie), les Kurdes de Syrie ont chassé les milices pro-gouvernementales de Hassaké à l'été 2016, prenant le contrôle de la totalité de la ville (hormis une base militaire du régime syrien). Moscou s'est alors porté médiateur. La progression des Kurdes est certes une menace pour Ankara qui est intervenu en Syrie en août 2016 pour tenter de les contrer, mais commence aussi à ressembler à une épine dans le pied de Damas, qui refuse tout compromis sur une solution fédérale pour résoudre la crise.

Le Rojava : de l'utopie à la réalité

Après le retrait de l'armée syrienne, en juillet 2012, des zones kurdes, le premier défi du PYD a été la mise en place d'une administration propre dans les secteurs sous contrôle, en parallèle de l'administration syrienne toujours en place depuis Damas. La Syrie a constitué un « test » grandeur nature pour l'application de la théorie politique du PKK. Le contrôle territorial puis la mise en place d'une forme particulière de gestion administrative (l'« auto-administration démocratique », c'est-à-dire un principe basé sur la responsabilisation des communautés locales) constitue une expérience unique pour le mouvement. En Syrie, le PKK cherche à promouvoir, à travers sa branche syrienne, son projet socio-politique, chose jusque-là impossible en Turquie.

En 2012, la gestion des territoires à majorité kurde en Syrie pose un problème à l'organisation, qui doit s'ouvrir sur les civils et recruter des cadres parmi la population locale. Le Tev-Dem (Mouvement kurde démocratique) a été créé à cette fin. Cette coalition d'associations civiles, dont le PYD fait officiellement partie, lui permet de disposer de relais institutionnels afin de gérer localement les enclaves kurdes. Si les responsables légitiment leur autorité en la décrivant comme l'« émanation du peuple », le PYD dirige sans équivoque cette coalition en imposant sa ligne politique, en contrôlant ses ressources financières et le recrutement de ses membres.

Le 12 novembre 2013, les Kurdes de Syrie annoncent la création de leur propre administration autonome, composée de trois gouvernements régionaux sur trois cantons (Afrin, Kobané, Djézireh) multiconmunautaires. Chacun est dirigé par un Conseil exécutif et comprend un Conseil législatif (assemblée). À leur tête, un Premier ministre kurde et deux vices premiers ministres souvent issus des autres communautés confessionnelles ou ethniques présentes dans ces régions (chrétienne et arabe). La composition même des gouvernements régionaux tente ainsi de rassembler les diverses composantes de la société : parmi les « ministres », on trouve des Kurdes, des Arabes, des Chrétiens, des Tchétchènes. Cette politique va permettre le ralliement de certaines tribus arabes et des chrétiens au nouveau projet du Rojava. La place faite aux femmes demeure aussi importante tant au sein des gouvernements régionaux qu'au sein des conseils ministériels. Il y a des quotas paritaires : les femmes et les hommes doivent être respectivement représentés à hauteur de 40 % dans toutes les institutions. Un système de coprésidence paritaire est en place entre hommes et femmes.

Afin d'organiser la défense des territoires kurdes, le PYD/Tev-Dem crée l'YPG, commandée par des militants aguerris du PKK. Celle-ci mobilise l'ensemble de la population masculine des enclaves kurdes et une partie de la population féminine (YPJ) dans un système de conscription. Ses membres sont en charge de la sécurité (police, forces de sécurité). Ce fonctionnement a permis au PYD d'organiser les troupes d'autodéfense au détriment des autres groupes politiques et d'empêcher l'apparition de milices rivales (4). Par ce biais, le Tev-Dem demeure une structure qui bénéficie localement d'une certaine popularité, de légitimité et d'un support social large car il est à l'origine de la création des « maisons du peuple » (5) et des unités de défense du peuple.

Le PYD conserve l'autorité de décision sur toutes les questions politiques. Il contrôle l'ensemble des postes stratégiques. L'ouverture politique aux minorités chrétiennes et arabes apparaît certes comme une avancée dans le contexte régional mais, en réalité, ces communautés ne menacent aucunement le pouvoir du PYD, car elles ne peuvent proposer un projet concurrent. Sur le terrain politique kurde, le PYD ne veut pas d'adversaire « kurde » capable de rivaliser avec lui et c'est bien pour cela qu'il a évincé ses rivaux du CNKS. Les membres du CNKS sont restés très critiques à l'égard du projet politique du Rojava, dans la mesure où ils auraient souhaité y être associés dès le début. Stratégiquement, le PYD a parfaitement manœuvré pour les marginaliser et contrôler seul le Kurdistan de Syrie. Les membres du CNKS n'ont plus vraiment de base populaire au Rojava, malgré ce qu'ils en disent. Leur erreur a été de se réfugier à Erbil (Irak) pendant que le PYD, *via* le Tev-Dem et les YPG et tous ceux qui étaient sur place, organisait la gestion et la défense des villages et des populations. Depuis la bataille de Ras el-Ain de l'été 2013 contre Jabhat al-Nousra et la déclaration d'autonomie à l'automne de la même année, les partis du CNKS sont hors-jeu.

En 2015, suite à leurs nombreuses victoires militaires sur l'EI, les YPG, soutenus par l'aviation de la coalition, sont sortis des zones de peuplement kurde. Désireux de s'appuyer sur des combattants arabes qui refusaient la domination de Daech, les dirigeants kurdes du Rojava ont mis en place, avec l'aval de Washington, une force militaire multicommunautaire : les Forces syriennes démocratiques (FSD). En mars 2016, depuis la ville de Rumeilan, ils annonçaient, avec leurs alliés locaux (arabes et chrétiens), la mise en place d'un projet fédéral sur les zones qu'ils contrôlent. Même si l'autonomie régionale dans le cadre fédéral n'est pour l'instant qu'un rêve pour l'après-guerre, les Kurdes et leurs alliés montrent qu'ils sont prêts à franchir le cap. Selon Adiya Youssef, co-présidente de l'Assemblée pour la mise en place de la fédération, les territoires concernés bénéficient déjà d'une administration autonome de celle de Damas et les nouvelles institutions pour la mise en place du cadre fédéral sont en cours de création. Un projet de Constitution (« contrat social ») était en chantier à l'été 2016.

Des alliances militaires politiquement viables ?

L'arrivée de l'EI sur la scène syrienne et de la menace djihadiste, pour partie favorisée par le rôle trouble de la Turquie, permet aux Kurdes de Syrie de sortir de leur isolement diplomatique. La bataille de Kobané marque le début d'une entente entre les YPG et la coalition internationale dominée par les États-Unis (6), inaugurant un véritable renversement d'alliance (7). En même temps, leur dépendance des premiers temps vis-à-vis de l'axe Damas-Téhéran s'est réduite.

Depuis l'automne 2015, les livraisons d'armes des forces internationales sont destinées à la nouvelle coalition syrienne à la pointe de la lutte contre l'EI : les FSD qui dominent les combattants kurdes. Politiquement, les FSD sont représentées par le Conseil démocratique syrien (CDS), une alliance composée essentiellement de forces laïques issues de partis qui recrutent au sein des minorités et des sunnites non-islamistes. Ils défendent la diversité culturelle en Syrie et militent pour la constitution d'un front démocratique laïc. Cette coalition se compose de personnalités politiques de l'opposition à Damas comme Ahmad Jarba,

membre de la tribu arabe des Chammar et président du Conseil national syrien de juillet 2013 à juillet 2014 (8). L'alliance militaire des FSD est composée des milices chrétiennes de Djézireh, des milices tribales arabes de la région et de plusieurs groupes de l'ASL, combattant tous aux côtés des YPG.

Le rôle de la Russie est également primordial pour les Kurdes tant dans son appui militaire que diplomatique. « Si les Russes s'installent durablement ici, nous bénéficieront d'une protection militaire », disait Redur Xelil, porte-parole des YPG à Qamishliyé (9). La plupart des Kurdes ne croient pas au soutien durable de Washington ; ils ont bien conscience qu'il ne s'agit que d'une alliance militaire de circonstance pour lutter contre l'EI. D'ailleurs, diplomatiquement, Washington n'a pas appuyé leur demande de participation aux négociations prévues à Genève en février 2016, cédant aux exigences de la Turquie. Ceci permet de mieux comprendre pourquoi, actuellement, les Kurdes tentent de négocier, en contrepartie de leur participation à la libération de Raqqa, la reconnaissance du fédéralisme en Syrie et leur présence à la table des négociations. Toujours selon eux, la Russie pourrait leur permettre d'accéder à certaines de ces demandes. Pour preuve, le PYD dispose officiellement, depuis le 10 février 2016, d'une représentation diplomatique à Moscou. Le soutien de Moscou aux Kurdes syriens est donc envisageable dans l'optique d'un règlement du conflit syrien sur un scénario à la yougoslave qui verrait une Syrie divisée entre une zone tenue par le régime, une autre par les Kurdes et une troisième par la rébellion islamiste. C'est pour eux l'unique route vers la reconnaissance du Rojava.

Américains et Russes considèrent leurs alliés kurdes comme partie intégrante de la solution pour éradiquer l'EI et de la résolution de l'équation syrienne. Ils représentent d'excellents combattants contre les djihadistes et, de plus, ils restent ouverts à une négociation avec le régime, réhabilité par Moscou, en cas d'accord final sur le règlement du conflit. Leurs liens avec de nombreux groupes rebelles de l'Armée syrienne libre dans les provinces arabes du nord de la Syrie, considérés par les occidentaux comme des « modérés », les placent dans une position d'intermédiaire en cas d'accord commun. Pourtant, personne n'a pu encore faire entrer les Kurdes dans les discussions sur le devenir de la Syrie. Sur ce point, Damas, les groupes rebelles qui composent son opposition hétéroclite et la plupart des pays qui parrainent le conflit risquent de se montrer encore longtemps intraitables. Et l'arrêt provisoire des relations entre Washington et Moscou sur le dossier syrien, conséquence des bombardements sur Alep, ne favorisera pas la recherche d'un consensus dans l'immédiat. Malgré cela, les Kurdes savent que les avancées sur le terrain militaire seront déterminantes dans l'avenir et surtout que le temps joue en leur faveur : ils sont parvenus à mettre en place un système institutionnel et politique solide sur une portion du territoire syrien (environ 15 %) alors que partout ailleurs, les autres acteurs du conflit s'épuisent. **Aimad Hesso et Cyril Roussel**

NOTES

(1) Jordi Tejel Gorjas, « Au-delà de la bataille de Kobané : la société kurde de Syrie en sursis », in *Moyen-Orient* n°26, avril-juin 2015, p. 56-60.

(2) Julien Nocetti, « Syrie : la puissance russe en question », in *Moyen-Orient* n°30, avril-juin 2016, p. 34-39.

(3) Dès le début du conflit, Téhéran et Damas cherchent à utiliser la carte kurde. La compétition entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en Irak et le PKK est une opportunité pour Téhéran de contrebalancer l'alliance entre le PDK et la Turquie. En soutenant le PKK, l'Iran conserve un allié de poids dans le conflit syrien. En soutenant le régime syrien, le PKK, le Hezbollah et le régime de Bagdad, il conserve une influence déterminante dans la politique régionale.

- (4) Des partis kurdes comme Yekiti d'Ismael Hama ou le PDKS d'Abdul Hakim Bashar avaient mis en place des groupes paramilitaires dès 2012. Ils furent démantelés en 2013 en moment de la bataille de Raïs el-Aïn de l'été.
- (5) Localement, des « maisons du peuple » furent chargées d'organiser la gestion des affaires courantes. L'idée est de faire remonter les demandes aux organes décisionnels afin de créer une démocratie participative directe et de faciliter la gouvernance locale en accord le principe de l'autogestion.
- (6) En octobre 2014, une rencontre a lieu à Paris entre le *leader* du PYD et un représentant du Département d'État en charge des affaires syriennes. Quelques jours plus tard, les bombardements de l'aviation américaine contre les positions de l'EI se renforceront, et ces mêmes avions livreront des armes aux combattants kurdes de Kobané.
- (7) Bénéficiant de la complaisance du régime et certainement d'un soutien iranien jusqu'à fin 2014, les Kurdes de Syrie du PYD ont modifier leur stratégie pour se rapprocher des États-Unis.
- (8) Sardar Milla Drwish, « Unlikely partners join forces to lead by example in Syria », in *Al-Monitor*, 30 septembre 2016.
- (9) Entretien avec les auteurs, 6 février 2016.